

dans certaines zones telles que la banlieue parisienne où 12 communes (au lieu de 2 au référendum de septembre 58) ont donné une majorité aux NON.

Ceci vient confirmer le renouveau d'opposition de gauche au régime qui s'était manifestée sous une forme particulièrement claire en septembre et octobre derniers. Cette consolidation de l'opposition de gauche s'est produite non seulement en dépit du caractère confus du vote, mais également en l'absence d'une politique consciente de Front unique de la part du plus puissant parti de la classe ouvrière en France, le P.C.F.

Le Front unique de fait qui s'est réalisé partiel-

lement à la suite de la prise de position du P.S.U. a certainement joué dans le sens de la consolidation des NON de gauche.

Mais l'absence d'une politique systématique de Front unique, en particulier de la part du P.C.F. et l'absence d'une SOLUTION OUVRIERE opposée au régime gaulliste sont la cause fondamentale de la lenteur de la remontée ouvrière en France.

Dans le référendum lui-même, en particulier en province, il est certain que des voix ouvrières et même communistes se sont égarées sur le OUI, en l'absence d'une telle perspective claire de la part des organisations ouvrières

## Pour un nouveau 27 Octobre en Front Unique

Alors que l'évolution relativement rapide qui avait abouti à la journée du 27 octobre montrait le renouveau des possibilités d'action efficace contre la guerre d'Algérie et contre le régime lui-même, la campagne politique qui a précédé le référendum n'a montré de la part des organisations ouvrières aucun souci de relancer cette action, de l'amplifier et de l'approfondi : l'ensemble des organisations politiques et syndicales préconisant le NON est resté sur un plan de propagande purement électoral, politiquement limité, n'ouvrant ni la perspective d'une action de masse résolue pour la fin de la guerre et l'indépendance de l'Algérie, ni celle d'une solution ouvrière d'un gouvernement des partis ouvriers posé comme alternative au régime personnel de de Gaulle.

A l'issue du référendum, la similitude des conclusions politiques tirées par l'« Humanité » d'une part et « France-soir » d'autre part, éclaire malencontreusement l'orientation politique du P.C.F. : « dans les NON comme dans les OUI les partisans de la paix sont en majorité, qu'ils s'unissent pour l'obtenir ». Sur quelle politique ? Sur quelles perspectives ? « France-soir » le dit clairement : par un appui massif à de Gaulle. L'« Humanité », elle, après avoir également mis dans le même sac le OUI de l'électeur M.R.P. ou indépendant et le NON de l'Ouvrier communiste, les exhorte à unir leurs efforts pour la négociation. En réalité, cela signifie que le P.C.F. ménage toujours de Gaulle.

Pourtant une indication très nette de la volonté, sinon encore des larges masses, au moins du courant qui s'est marqué en septembre-octobre 1960 (du Manifeste des 121 à la manifestation du 27 octobre) est apparu dans la région parisienne lors du meeting tenu à la Mutualité par le P.S.U. Le public de ce meeting (qui a fait salle comble), public jeune en grande partie, a manifesté deux fois par de longues ovations le sens dans lequel il dési-

rait voir orienter la politique ouvrière : la première de ces ovations a salué en Laurent Schwartz (l'un des 121, l'accusateur des assassins de Maurice Audin) l'action effective et révolutionnaire contre la guerre d'Algérie. La seconde, acclamant le prolétariat belge et sa lutte de masse héroïque contre le gouvernement réactionnaire d'Eyskens, indiquait que déjà ce mouvement peut servir de modèle pour la remontée du mouvement ouvrier en France. Et, à l'issue de ce meeting les tracts lancés des Tribunes, signés conjointement de « Jeune Résistance » et de « Libération Socialiste » (les deux organisations du mouvement d'insoumission des jeunes) rappelaient aux organisateurs du meeting la volonté de lutte révolutionnaire des jeunes de ce pays.

Dans les semaines et les mois qui viennent au travers des péripéties tortueuses de la politique gaulliste face à la Révolution algérienne, le souci constant des militants révolutionnaires doit être de mettre tous leurs efforts pour contraindre les organisations ouvrières à se mettre au diapason de ces aspirations qui ne sont encore que celles d'une avant-garde et de couches importantes de la jeunesse, mais peuvent maintenant, sous le double feu de la Révolution algérienne et du mouvement du prolétariat belge, gagner des couches de plus en plus larges de travailleurs.

Une condition primordiale pour cela : l'adoption d'une politique systématique de Front unique des organisations ouvrières pour le soutien des jeunes réfractaires, la fin de la guerre d'Algérie par la négociation avec le G.P.R.A., l'indépendance de l'Algérie, le renversement du régime gaulliste et son remplacement par un gouvernement des organisations ouvrières, syndicales et politiques.

Pour travailler efficacement à ce programme, rejoignez la IV<sup>e</sup> Internationale.

V. REGNAULT.